

**Israël - Territoires palestiniens -
Conférence de presse conjointe de
M. Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
et de son homologue palestinien, M.
Riyad al Malki - Propos de M. Le
Drian**

(Ramallah, 26 mars 2018)

Merci cher ami.

Mesdames, Messieurs, je suis très heureux de me trouver aujourd'hui en Palestine. J'y effectue ma première visite comme ministre de l'Europe et des affaires étrangères. Je voudrais dire à mon ami Riyad al Malki que j'étais extrêmement sensible à vos marques de solidarité à la suite des récentes attaques terroristes de Carcassonne et de Trèbes. Le président Abbas lui-même a évoqué ce drame qui s'intègre aussi dans nos discussions dans la lutte commune que nous menons contre le terrorisme. Puisque ce combat est long, ce combat doit être déterminé, il doit être partagé. Et ce combat est partagé avec les autorités palestiniennes.

Ce premier déplacement est aussi pour moi l'occasion de réaffirmer l'engagement de la France pour la paix au Proche-Orient. Vous le savez, notre objectif reste l'établissement d'un Etat palestinien viable et indépendant, vivant en paix et en sécurité aux côtés d'Israël dans des frontières sûres et reconnues, et avec Jérusalem pour capitale des deux Etats.

La reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël et de la Palestine interviendra le moment venu dans le cadre de ce processus. Nous estimons que la solution des deux Etats est la seule susceptible d'assurer une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens et pour y parvenir, il y a un unique chemin, celui de la négociation entre les parties avec l'appui de la communauté internationale. Dans ce cadre, nous sommes disposés à accompagner toutes les initiatives crédibles de relance des négociations et le président Abbas, tout à l'heure, m'a fait part de son initiative. Vous l'avez rappelé tout de suite, Monsieur le Ministre.

Nous avons eu avec le président Abbas des discussions approfondies sur la situation sur le terrain, et en particulier sur les menaces qui pèsent aujourd'hui sur la solution à deux Etats. Nous avons estimé que l'accélération de la colonisation compromettrait la paix. Nous avons également abordé la situation humanitaire de plus en plus préoccupante dans la bande de Gaza. Nous avons évoqué bien sûr les moyens de promouvoir la paix, les principes auxquels nous sommes attachés et les questions que soulève la préparation du plan américain.

Je suis venu ici aussi pour adresser un message de solidarité au peuple palestinien. Je sais les difficultés et les souffrances auxquelles il fait face. Et la France continuera de se tenir à ses côtés, de même qu'elle continuera d'accompagner l'Autorité palestinienne dans la voie de

l'établissement d'un futur Etat palestinien. Et à travers les coopérations que nous entretenons dans de nombreux domaines et que nous souhaitons renforcer à travers notre aide humanitaire, notre aide économique, à travers l'appui que nous apportons à la Palestine dans le cadre multilatéral comme l'augmentation de notre contribution à Rome il y a quelques jours lors de la conférence des donateurs de l'UNRWA. Tout cela contribue à renforcer notre solidarité et à montrer l'intérêt de la France, le soutien de la France à l'Autorité palestinienne.

Dans les mois à venir, d'autres visites témoigneront de l'attention que la France porte à la Palestine. Le Premier ministre Edouard Philippe viendra ici fin mai. J'aurai l'honneur de l'accompagner pour la tenue du deuxième séminaire intergouvernemental franco-palestinien, rencontre qui permettra de passer en revue nos échanges et notre coopération. Ce sera un temps fort de cet engagement. Et puis, comme vous le savez, à l'automne, le président Macron sera amené aussi à se déplacer ici afin de marquer au plus haut niveau l'engagement concret de la France au service de la paix et aux côtés des Palestiniens.

Merci de votre accueil.

Q - Question sur la conférence de Paris pour la paix au Proche-Orient.

R - La réunion à laquelle vous faites référence avait été organisée à Paris en janvier 2017. C'était une réunion utile. Depuis, il y a eu l'annonce d'un plan de paix américain qui n'est toujours pas sur la table au moment où nous parlons. Et puis, il y a cette initiative dont a parlé mon collègue il y a un instant, initiée par le président Abbas devant le Conseil de Sécurité, d'une part, devant la réunion des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne, d'autre part. Cette initiative mérite intérêt. Et, comme je l'ai dit dans mes propos initiaux, la France est prête à apporter son soutien à toute initiative. Nous sommes dans ce cycle-là. Nous allons étudier avec beaucoup d'attention l'initiative proposée par le président Abbas. (...) ./.